

Une superpuissance énergétique ? Par Ian Angus *

En mai 2012, une fuite a été observée dans un pipeline au nord de l'Alberta, à 165 km exactement des Territoires du Nord-Ouest. Avant que la fuite ne soit colmatée, 22 000 barils de pétrole se sont écoulés sur une grande superficie de fondrière de mousse – un biotope fragile- près de Rainbow Lake. L'entreprise possédant ce pipeline, Pace Oil & Gas, a pris connaissance du problème par hasard, grâce au constat fait par un pilote d'avion volant à basse altitude. On pourrait penser que ces incidents sont rares et relativement contrôlés par la technologie. Mais est-ce le cas ? Un an plus tôt, un autre pipeline avait libéré 28 000 barils de pétrole brut dans la forêt et la fondrière de mousse près de Little Buffalo, une communauté Cree à 400 kilomètres au sud-est de Rainbow Lake. En réalité, les problèmes sont graves. Les déversements accidentels qui attirent généralement beaucoup d'attention ne sont qu'une infime partie des dommages environnementaux causés par l'industrie pétrolière et gazière. Cette industrie, on le sait, est en pleine croissance. Plus encore, elle dispose dans le gouvernement de Stephen Harper d'un puissant allié dont l'objectif est de déréglementer cette industrie.

Une superpuissance du réchauffement

Devant un auditoire d'hommes d'affaires au Royaume-Uni peu après avoir été élu en 2006, Stephen Harper annonçait que son gouvernement avait l'intention de faire du Canada une « superpuissance énergétique ». Le Canada, disait-il, est déjà le cinquième plus gros producteur d'énergie du monde. Il occupe le troisième rang pour la production de gaz, le septième pour le pétrole, et le premier pour l'hydroélectricité et l'uranium. Harper vantait les capacités canadiennes, d'autant plus que le pays abrite « un océan de sable imprégné de pétrole sous les fondrières de mousse du nord de l'Alberta » :

Les sables bitumineux sont le 2^e gisement de pétrole au monde. C'est plus important que ce dont disposent l'Irak, l'Iran ou la Russie. Seule l'Arabie saoudite en a plus. Extraire le bitume, en retirer le pétrole et le transformer en pétrole synthétique constitue un défi monumental, qui nécessite de grandes quantités de capital, une technologie faramineuse et une armée de travailleurs qualifiés. Bref, il s'agit d'une entreprise aux proportions épiques, analogue à la construction des pyramides ou de la Grande Muraille de Chine. Mais en plus grand. En 2015, la production canadienne de pétrole devrait atteindre près de 4 millions de barils par jour¹.

Ce que Harper n'a pas dit pas à cette occasion- en fait, il ne l'a jamais dit - est que, contrairement à la construction des pyramides ou de la Grande Muraille, l'extraction des sables bitumineux représente une menace pour l'environnement. La production d'un baril de pétrole brut à partir des sables bitumineux émet jusqu'à trois fois plus de gaz à effet de serre par baril que ce qui est le cas avec le pétrole brut classique. Le pétrole des sables bitumineux est le plus polluant de la planète, selon le climatologue James Hansen :

Les sables bitumineux du Canada contiennent deux fois la quantité de dioxyde de carbone émise du fait de l'utilisation mondiale de pétrole au cours de toute notre histoire. Si nous devons exploiter pleinement cette source nouvelle de pétrole, et continuer à brûler le

¹ Discours du Premier Ministre à la Chambre canadienne de commerce, 14 juillet 2006.
<http://pm.gc.ca/eng/media.asp?category=2&pageId=46&id=1247>.

pétrole conventionnel, le gaz et les réserves de charbon, la concentration atmosphérique en dioxyde de carbone finirait par dépasser ses niveaux du Pliocène, il y a plus de 2,5 millions d'années, quand le niveau de la mer était supérieur d'au moins quinze mètres à ce qu'il est actuellement. Une telle concentration en gaz à effet de serre entraînerait à coup sûr une accélération incontrôlable de la désintégration des calottes glaciaires. Le niveau des mers augmenterait et détruirait les villes côtières. Les températures mondiales deviendraient intolérables. Vingt à cinquante pour cent des espèces de la planète seraient vouées à l'extinction. La civilisation serait en danger².

Ce n'est pas le problème de Stephen Harper pour qui la protection de l'environnement passe après les profits de l'industrie pétrolière.

Un agenda pro-pétrolier et anti-environnemental

Les Conservateurs ne sont pas le premier parti parvenu au pouvoir qui fait passer la production pétrolière avant la protection de l'environnement. Entre 1993 à 2006, les gouvernements du Parti libéral ont ratifié le Protocole de Kyoto et annoncé une série de programmes à consonance verte, mais en pratique, ils ont soutenu des projets qui faisaient en sorte qu'aucun de leurs objectifs affichés en matière d'émissions ne pouvaient être atteints.

Bien avant Harper, les gouvernements Chrétien et Martin ont activement promu l'exploitation accrue des sables bitumineux de l'Alberta. En 1995, un groupe de travail conjoint fédéral-provincial affirmait qu'on pourrait tripler la production d'ici 2020 - un objectif qui fut effectivement dépassé en moins d'une décennie. Alors Ministre de l'Environnement de Chrétien, Stéphane Dion déclarait à des journalistes américains en 2005 qu'aucun ministre de l'environnement ne pouvait empêcher le développement des sables bitumineux. Tout au long du règne des libéraux, les émissions canadiennes de gaz à effet de serre ont augmenté de plus de 27 %, le pire bilan de tous les pays industrialisés.

Une fois dit cela, il faut constater que les Conservateurs vont plus loin, abandonnant même toute apparence de préoccupation environnementale. Leur objectif primordial est d'accélérer le temps d'approbation et de réduire l'examen public des projets potentiellement dommageables. Les études d'impact environnemental n'étaient peut-être qu'une formalité sous les gouvernements libéraux, n'empêche que l'industrie les considérait comme de fastidieuses tracasseries. Harper et sa bande veulent rassurer les investisseurs sur le fait que les audiences ou les examens seront rapides et les conclusions prédéterminées.

Pendant que Stephen Harper attaque les politiques environnementales sur plusieurs terrains (y compris dans le domaine scientifique), sa priorité est d'éliminer les programmes gouvernementaux susceptibles d'interférer avec l'expansion rapide de l'extraction énergétique et de l'exportation. Lors du Forum économique mondial de Davos en janvier 2012, Harper a promis que les projets énergétiques et miniers ne seraient plus soumis à des délais réglementaires « inutiles »³.

Le saccage

Ce que Harper voulait dire à Davos est devenu évident avec la loi C-38 votée par la Chambre des communes en juin dernier. Cette loi comprend 150 pages de modifications

² « Game Over for the Climate », New York Times, May 9, 2012.

http://www.nytimes.com/2012/05/10/opinion/game-over-for-the-climate.html?_r=1.

³ Intervention de Stephen Harper au Forum Economique Mondial de Davos, en Suisse, 26 janvier 2012.

<http://www.pm.gc.ca/eng/media.asp?category=2&pageId=46&id=4606>

apportées aux réglementations environnementales, toutes conçues pour affaiblir les protections environnementales et limiter la participation publique dans l'étude et l'approbation des projets. Selon la présidente du Parti Vert, Elizabeth May, cette loi devrait être appelée la « Loi sur la destruction de l'environnement ».

Ces changements radicaux ont amené Maurice Strong, le diplomate canadien qui fut le secrétaire général du célèbre Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992, à déclarer que le gouvernement fédéral actuel est « le plus anti-environnemental que nous ayons jamais eu, et l'un des plus anti-environnementaux du monde »⁴. Selon un ancien employé d'Environnement Canada,

Le Canada représente la deuxième plus grande masse de terre au monde. Bien que la population soit limitée, vous pouvez être sûrs que, lorsqu'un pays couvre 7 % des terres émergées et dispose du plus long littoral du monde dit « va te faire foutre » à la protection de l'environnement, cela aura d'énormes répercussions mondiales⁵. (5)

Contre Kyoto

L'offensive anti-environnementale de Harper ne se limite pas au Canada. Les Conservateurs agissent également pour bloquer tout accord international sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, car un tel accord aurait une incidence directe sur la production canadienne, mais plus encore, pourrait mener d'autres pays à réduire leurs importations en provenance de la nouvelle « superpuissance énergétique ».

En 2002, avant qu'il ne devienne Premier ministre, Stephen sollicitait des donateurs pour une campagne contre l'Accord de Kyoto, « tueur d'emplois et destructeur de l'économie », « un complot socialiste pour soutirer de l'argent aux nations productrices de richesse et paralyser l'industrie du pétrole et du gaz »⁶.

Une fois au pouvoir, le gouvernement Harper a été l'un des leaders mondiaux dans la lutte contre le projet d'accord. Pendant cinq années, les écologistes du monde entier ont élu le Canada comme le pays qui faisait le plus pour « retarder, bloquer et perturber » les négociations visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Au cours de la conférence de l'ONU sur le climat à Copenhague en 2009, 400 organisations non-gouvernementales ont déclaré que, de tous les pays industrialisés, le Canada est celui qui présente le pire bilan en matière de contrôle des émissions, du fait qu'il a « toujours refusé d'adopter un cadre réglementaire pour réduire les émissions, notamment dans le secteur en croissance rapide des sables bitumineux »⁷.

En décembre 2011, quelques jours après avoir réussi à bloquer tout plan concret de réduction des émissions lors des négociations internationales sur le climat à Durban en Afrique du Sud, le ministre de l'Environnement Peter Kent a annoncé que le Canada se retirait du Protocole de Kyoto - devenant ainsi le premier et jusqu'à présent le seul pays à répudier formellement ce traité mondial sur le changement climatique. En février, Kent déclara à la Chambre Calgary du Congrès que sortir de Kyoto était « son cadeau de Noël au Canada ».

⁴ Les Conservateurs accusés d'être un des gouvernements les plus anti-environnementaux du monde <http://okanaganshwap.liberal.ca/must-reads/tories-accused-of-being-one-of-most-anti-environmental-governments-in-the-world/>

⁵ Lettre ouverte au monde concernant la destruction environnementale par le gouvernement canadien <http://uncloaked.wordpress.com/2012/05/18/an-open-letter-to-the-world-on-the-governmental-destruction-of-the-environment-in-canada/>

⁶ Harper dénonce le complot socialiste, <http://www.cbc.ca/news/canada/story/2007/01/30/harper-kyoto.html>

⁷ Le Canada gagne le prix fossile de Copenhague.

http://www.livableregion.ca/blog/blogs/index.php/2009/12/07/canada_wins_fossil_of_the_day_award_at_c

Construire des pipelines

Aujourd'hui, les exportations canadiennes de pétrole sont destinées à plus de 99 % aux États-Unis, mais il y a un doute croissant sur la fiabilité des USA comme client. Entre-temps, la production canadienne de pétrole conventionnel décline : entre 1990 et 2005, elle est passée de 1200 à 1050 milliers de barils par jour (elle devrait encore diminuer à moins de 600 barils par jour d'ici à 2020). En conséquence, la croissance de la production provient des sables bitumineux. Dès lors, les campagnes des écologistes américains contre le pétrole sale menacent directement les profits pétroliers du Canada. La décision du gouvernement Obama de retarder le pipeline *Keystone*, qui doit acheminer le pétrole des sables bitumineux vers le sud des États-Unis, confirme le malaise des Conservateurs quant au fait de miser sur les marchés américains.

Le gouvernement Harper fait activement pression pour que les politiciens états-uniens donnent le feu vert à Keystone. Il leur demande de bloquer les lois qui pourraient être discriminatoires à l'égard du pétrole sale du nord. Parallèlement, il cherche des clients moins scrupuleux face aux sables bitumineux. Comme l'a dit Harper à Davos en janvier, « assurer une capacité d'exporter nos produits énergétiques au-delà des États-Unis et plus particulièrement vers l'Asie est une priorité nationale »⁸. Pour cela, le gouvernement Harper mise sur le *Northern Gateway*, un projet de pipeline mis de l'avant par l'entreprise *Enbridge*, pour transporter le pétrole des sables bitumineux vers l'océan Pacifique. Ce projet comporte d'importantes menaces, selon des études réalisées par le Conseil national de défense des ressources naturelles, l'Institut Pembina et la Living Oceans Society :

Le projet de pipeline Gateway Nord transporterait du bitume dilué fortement acide et corrosif depuis les sables bitumineux de l'Alberta jusqu'à Kitimat, sur la côte nord de la Colombie-Britannique, à travers 1200 kilomètres de paysages sauvages et instables. Le pipeline desservirait chaque année plus de 220 supertankers empruntant les voies maritimes de la côte Nord de la Colombie-Britannique, d'où les navires géants ont été exclus par crainte qu'une marée noire détruise de précieuses ressources naturelles côtières »⁹.

Confrontations

Le tracé proposé pour le pipeline traverse les territoires des Premières nations, qui n'ont jamais été cédés au Canada ou à la Colombie-Britannique. Ces communautés sont pratiquement unanimes pour s'opposer au projet, malgré les tentatives de les soudoyer avec des promesses d'emplois ou d'argent. Signée par soixante-six Premières Nations, la « Déclaration pour le sauvetage du Fraser » affirme :

Une menace pour le fleuve Fraser et sa source est une menace pour tous ceux qui dépendent de son état de santé. Nous ne permettrons pas que notre poisson, nos animaux, nos plantes, notre peuple et notre mode de vie soient mis en danger. Le projet de pipeline Northern Gateway d'Enbridge et le processus fédéral pour l'approuver, violent nos lois, traditions, valeurs et droits inhérents en tant que peuples autochtones, reconnus par le droit international. Nous sommes unis pour exercer notre Titre inhérent, nos droits, et notre

⁸ Stephen Harper, intervention au Forum Economique Mondial de Davos en Suisse, 26 janvier 2012. <http://www.pm.gc.ca/eng/media.asp?category=2&pageId=46&id=4606>

⁹ Rapport sur les dangers du projet de pipeline en Colombie britannique. <http://www.nrdc.org/media/2011/111129.asp>

responsabilité à l'égard de nous-mêmes, de nos ancêtres, de nos descendants et des peuples du monde, pour défendre ces terres et les eaux¹⁰.

Devant cette résistance, les Conservateurs ont entrepris une croisade contre ce que le Ministre Joe Oliver a qualifié d'« agitateurs financés par l'étranger ». Une sénatrice conservatrice, Nicole Eaton, demande une enquête fédérale contre le fait que « des millions de dollars franchissent les frontières canadiennes sous couvert de fondations de bienfaisance pour alimenter les comptes bancaires d'organismes parfois fantômes »¹¹.

Entre-temps, une chasse aux sorcières est en cours par le gouvernement fédéral pour soi disant contrôler les finances des ONG disposant d'un statut d'organisme de charité et qui selon le gouvernement conservateur, trahissent leur mission. En réalité selon la loi, les ONG sont autorisés à dépenser 10 % de leur budget pour des activités de plaidoyer et d'éducation, mais par des pratiques d'intimidation, le gouvernement conservateur espère forcer des ONG à restreindre leur travail et surtout à cesser de s'opposer aux politiques destructrices de Stephen Harper.

Ces mesures sont d'autant plus questionnables que les think-tank de droite tels l'Institut Fraser organisent de puissantes campagnes de désinformation avec des moyens financiers provenant des entreprises pétrolières et des milliardaires états-uniens de droite tels Charles et David Koch. L'interférence de ces puissances financières états-uniennes dans le débat est bien sûr liée au fait que plus de 70 % de la production des sables bitumineux est aux mains de sociétés et d'individus basés dans d'autres pays¹².

Pour ne pas conclure

Pour les conservateurs, la vraie question n'est pas et n'a jamais été de s'opposer à la manipulation des affaires intérieures du Canada par des intérêts étrangers, mais de protéger les profits de l'industrie pétrolière et de punir les critiques de l'industrie. La politique de Harper visant à faire du Canada une « superpuissance énergétique » est intrinsèquement anti-environnementale. Selon James Hansen, « nous sommes confrontés à la nécessité de réaliser des réductions rapides des émissions mondiales de combustibles fossiles et de supprimer progressivement presque toute émission par les combustibles fossiles, d'ici le milieu du siècle¹³ ». Au lieu de contribuer à ce processus, le gouvernement Harper promeut activement la production accrue de combustibles fossiles. Et pas n'importe quel combustible fossile – le plus sale de tous les pétroles, un produit dont l'impact sur le climat et l'environnement en général est beaucoup plus dommageable que celui du pétrole conventionnel.

Contrairement aux vœux pieux de l'opposition néo-démocrate, libérale et verte, il n'y a pas moyen de rendre l'exploitation des sables bitumineux « soutenables ». Des centaines de kilomètres carrés de forêt et de fondrières de mousse dans le nord de l'Alberta ont déjà subi des dommages irréparables : aucun programme de restauration ne pourra remettre ces écosystèmes dans leur état original ou dans un état approchant. Même si le processus d'extraction et de production pouvait être rendu un peu plus propre, aucun niveau de production pétrolière ne pourrait être considéré comme sûr vu que la concentration

¹⁰ Déclaration pour sauver le fleuve Fraser.

http://yinkadene.ca/index.php/resources/save_the_fraser_declaration2012

¹¹ Sur l'implication des fondations étrangères au Canada

http://parl.gc.ca/Content/Sen/Chamber/411/Debates/054db_2012-02-28-e.htm#70

¹² Bloomberg révèle que 71% de la production des sables bitumineux appartient à des intérêts étrangers <http://www.forestethics.org/news/data-bloomberg-reveals-71-tar-sands-production-owned-foreign-interests>

¹³ James Hansen, *Storms of my Grandchildren*. (Bloomsbury, 2009) p. 184

atmosphérique en CO2 est proche (et peut-être déjà au-delà) du seuil à partir duquel un changement climatique catastrophique devient inévitable. La volonté de Harper de doubler la production d'ici à 2020 est tout à fait irresponsable, un crime contre la planète et l'humanité.

Un gouvernement vraiment préoccupé de l'avenir de l'humanité cesserait toute expansion des sables bitumineux immédiatement et planifierait rapidement la fin de la production actuelle, tout en fournissant des emplois ou des revenus équivalents à tous les travailleurs déplacés. Mais les populations ne sont pas prioritaires pour le gouvernement Harper. Terres ruinées, rivières empoisonnées, changement climatique incontrôlable - pour lui, ces dommages collatéraux sont un petit prix à payer pour maximiser les profits de l'industrie pétrolière au 21e siècle.

*Ian Angus est rédacteur en chef de la revue écosocialiste en ligne « Climate and Capitalism » (<http://climateandcapitalism.com>). Il est co-auteur, avec Simon Butler, de « Too Many People? Population, Immigration, and the Environmental » (Haymarket Books, 2011)